

ÉCOLE CALÉDONIENNE : LE CONSTAT D'UN ÉCHEC



Émeutiers squattant depuis 6 jours le toit du LP Attiti

25
Mai

ÉDUCATION : RESPONSABLES MAIS PAS COUPABLES !

C'est un fait : une majorité d'émeutiers qui incendient les écoles, les centres médicaux, les entreprises, sont en âge d'être scolarisés. Aussi, on peut se poser une question : le système éducatif calédonien serait-il une "[fabrique de crétins](#)," taillables et corvéables à merci ?

En tant que responsables éducatifs, il convient de chercher les causes d'un tel échec. De facto, un enchaînement de réformes et de "bonnes intentions" mal maîtrisées a délité en une trentaine d'années toutes les spécificités du système éducatif calédonien.

LE PROJET ÉDUCATIF CALÉDONIEN DOIT ÊTRE RÉINVENTÉ AU PROFIT DES POPULATIONS LES PLUS FRAGILES : LES OCÉANIENS

Le projet éducatif calédonien a montré toutes ses limites pour lutter contre l'illettrisme, le racisme, le manque d'esprit critique et l'important décrochage scolaire d'une partie significative de la jeunesse kanak. L'origine des émeutiers, même cagoulés, ne fait pas de doute. Leur façon de s'habiller, de marcher ou de parler confirment l'origine de leur milieu social et culturel. Les émeutiers sont à l'évidence issus, dans leur grande majorité, de classes sociales défavorisées. Ils vivent dans les quartiers nord de Nouméa, dans les squats et dans les tribus situés dans l'agglomération du Grand Nouméa. Ce sont, pour l'essentiel, des élèves orientés par défaut vers la voie professionnelle.

Le projet éducatif calédonien doit être réinventé, pour ce public à besoins particuliers, notamment pour les jeunes dont les familles souhaitent qu'ils perpétuent le mode de vie tribal. À défaut, les tribus vont être désertées... et la culture kanak sera condamnée à disparaître. Ce phénomène est observé depuis plus de 30 ans sur la cote-est et sur les îles Loyauté. L'urbanisation croissante de la Nouvelle-Calédonie pose un problème réel et sérieux pour la transmission et donc pour la pérennité de la coutume kanak.

Si l'expérience des EPK, créées dans les années 80, ont démontrées leurs sérieuses limites, les [MFR](#) et les [ALP](#) doivent retrouver toute leur place dans le système d'enseignement calédonien, tel que l'avait clairement exprimé Jean-Marie Tjibaou. L'insertion sociale passe par l'école républicaine (et le [RSMA](#).) Mais pour ce faire, celle-ci doit s'adapter aux attentes et aux spécificités locales !

Les [CAP développement](#) en 3 ou 4 ans (*donc ancienne formule*) devraient à nouveau être proposés dès la fin de la classe de cinquième ou de quatrième, dans les offres de formation et de remédiation scolaire en ALP et MFR.

En fine, les élèves en âge d'être en collège (12-15 ans) sont mieux pris en charge dans les chantiers écoles et les ateliers professionnels des ALP ou des MFR que d'être dans la rue !

Le collège monolithique, uniforme et obligatoire est une vraie ineptie en Calédonie.

LA "MALÉDUCATION" EST AU CORPS SOCIAL CE QUE LA "MALBOUFFE" EST AU CORPS PHYSIQUE

Si l'étincelle est institutionnelle, le fond des problèmes calédonien sont avant tout d'ordre social et culturel.

Il est essentiel d'organiser des réunions spécifiques en parallèle aux discussions sur l'avenir institutionnel, incluant les responsables de l'Éducation, de la Culture et de la Jeunesse en Nouvelle-Calédonie.

L'expérience montre que la "maléducation" (comme on dit parfois en Afrique) est au corps social ce que la "malbouffe" est au corps physique,... elle le détruit à petits feux ! **Sur le Caillou, le lien social, le destin commun et le vivre ensemble dans la paix se délitent chaque jour un peu plus.**

Dans le cadre de l'accord global, dont parle la plupart des protagonistes, **il faut impérativement adresser un message symbolique fort** en direction des différentes composantes de la communauté éducative. Ce geste doit montrer la détermination de l'État et des collectivités locales à clôturer, par des actions concrètes, le douloureux [psychodrame](#) que vient de vivre la société calédonienne. L'heure n'est plus à la [repentance](#) pour les périodes sombres de la colonisation ([l'accord de Nouméa l'a fait](#)), ou pour les trente derniers années de désertification des zones tribales ([ce fait est ignoré](#)). L'heure est maintenant à la reconnaissance concrète des spécificités culturelles et démographiques calédoniennes.

D'une façon plus générale, **les violences de ces derniers jours s'expliquent par un contexte social, économique et démographique particulier**, qui peut alimenter des tensions communautaires. Le caillou c'est une mosaïque pluriethnique, une population qui ne croît que faiblement, des inégalités persistantes face à l'emploi et **d'importants écarts de diplômes**. À cet égard, le niveau de diplôme est un critère clivant entre communautés. Là où 54 % des « Européens » de l'archipel sont diplômés de l'enseignement supérieur, l'indicateur retombe à 24 % pour les personnes se déclarant métisses, et à 9 % et 8 % pour les Wallisiens et les Kanak. Comme disait Lénine : **"Les faits sont têtus."**

INFOS DU CAILLOU : L'INACTION EST UNE FAUTE !

La Nouvelle Calédonie est aussi qualifiée de « pays du non-dit ». Ce pays a connu des époques riches en faits marquants. Certains ont été et sont encore douloureux. Depuis 150 ans, ces événements ont forgé une histoire complexe. Ils sont à l'origine d'une identité culturelle singulière au sein de la République. Manifestement ces singularités sont passés sous les radars des médias métropolitains et des élus métropolitains et ultramarins. Au pays du non-dit, il faut de répéter, *"le caillou n'est pas peuplé que de kanak et de caldoches."* Cette vision binaire, clivante et manichéenne simplifie à l'extrême une situation complexe. Il convient d'admettre que tout n'est pas simple et que tout ne peut pas être simplifié.

Déjà 13 jours que l'archipel est en proie à des émeutes et des saccages, principalement à Nouméa et dans le Grand Nouméa. Et en dépit des déclarations publiques rassurantes, il existe encore des poches de non-droit. L'état d'urgence a été décrété le 14 mai et doit se terminer demain, lundi 27 mai (12 jours après son déclenchement). Et après ?

Face à cette situation, Emmanuel Macron s'est rendu sur le Caillou avant hier, jeudi 23 mai, pour une journée. Il était accompagné d'une forte délégation ministérielle. La raison du voyage ne fait pas de doute. Quant au résultat, on ne peut en dire autant.

Madame Isabelle Champmoreau, membre du Gouvernement en charge du secteur éducatif, **a fait une conférence de presse hier**. Elle était accompagnée d'un Vice-recteur qui a refusé de communiquer avec les représentants des personnels depuis le début des événements. Les personnels de l'éducation calédonienne ont en effet dû attendre 12 jours avant de recevoir les premiers éléments d'information de leur hiérarchie. C'est incompréhensible. Pour répondre à une crise majeure, l'administration du Vice-rectorat s'est montrée pusillanime. À un tel niveau de responsabilité l'inaction est une faute ! **Dés à présent nous devons préparer la remise en marche du système éducatif partout où c'est possible.**

Dans l'agglomération nouméenne, la solidarité continue de s'organiser et le ravitaillement progresse lentement dans les communes les plus sinistrées.

Dans son point de situation du jour, le Haut-Commissariat continue d'appliquer la méthode Coué. Il assure que la situation est "plus calme", pour ne pas dire moins chaotique.



© SNETAA - FORCE OUVRIÈRE

